

Remarques sur les documents préparatoires

Les textes préparatoires au prochain congrès du PCF se présentent sous la forme de sept documents proposés par des « ateliers ». Le premier, sous le titre de « Bilan », balaie la période qui va de 1994 à aujourd'hui. En fait, ce « bilan » se veut l'ossature générale de la réflexion du congrès, une sorte d'introduction aux six autres documents. Il prend la forme d'un fourmillement de questions, dont certaines sont formelles et quelque peu rhétoriques (« A-t-on bien mesuré toute l'ampleur des conséquences », « cette recherche de créativité s'inscrit-elle suffisamment dans l'activité des communistes » ; etc.). D'autres sont des questions « lourdes », sérieuses, souvent honnêtement énoncées, qui mettent en question l'existence même et l'identification politique d'un Parti communiste français.

Quant aux autres textes, on dira sans grande surprise qu'ils sont inégaux. On y trouve comme toujours des réflexions intéressantes, des points discutables et des pistes préoccupantes, notamment sur la stratégie et le parti. Mais au total, l'ensemble laisse le sentiment d'une production politique qui n'est pas à la hauteur des enjeux du communisme contemporain.

De façon très (trop ?) globale, j'ai le sentiment d'une contradiction majeure. La quantité de questions posées est énorme, si importante que l'on se demande d'emblée s'il est raisonnable de penser que les communistes seront en état d'y répondre d'ici la fin de l'année. Mais en réalité, derrière l'avalanche des points d'interrogation, se discerne une petite musique générale. Beaucoup de questions particulières, mais la question centrale est d'ores et déjà réglée : on continue... La forme « questionnante » dissimule la faiblesse de mise en évidence des enjeux les plus structurants. En mettant tout sur le même plan, on oublie que l'avenir du communisme politique en France se noue autour de quelques questions centrales qui, autour de grands enjeux en nombre limité, se noue en quelques options fondamentales.

Que toutes les questions de la vie politique ne se limitent pas à ces options est une évidence ; qu'il ne suffise pas de se ranger derrière la bannière de telle ou telle option est pour moi une autre évidence. Mais en ne mettant pas en lumière de grandes options possibles, on ne permet pas aux communistes de choisir en toute connaissance de cause. Dès lors on ne fait pas du choix nécessaire une source de rassemblement communiste ; on risque d'amorcer au contraire un processus meurtrier d'éclatement.

Pour ce qui me concerne, je me contenterai de dire, sur quelques points, pourquoi la problématique définie par ces sept textes me paraît insuffisante et, souvent même, source de régressions qui signeraient l'épuisement définitif de ce qui fut une grande histoire nationale : celle du Parti communiste français.

1. La crise du communisme : préciser les enjeux

Par exemple, le texte sur le communisme ouvre des pistes pertinentes sur la « crise du communisme » et sur la nécessité de sa mutation radicale. Mais, faute d'être raccordé aux autres textes, il ne va pas jusqu'au bout de ses propres intuitions et, au final, s'achève sur la seule question de « l'image » du communisme. Or la notion de crise du communisme aurait dû ouvrir immédiatement sur l'enjeu de son interprétation.

- On peut considérer que cette crise n'est qu'un moment passager, lié à l'effondrement de l'URSS et des pouvoirs « communistes ». Il y a un communisme et un seul depuis le milieu du XIXe siècle et l'exacerbation des contradictions capitalistes finira bien par faire revenir le balancier du bon côté. L'Histoire procède toujours par grands cycles : celui que nous vivons est défavorable ; un cycle plus fécond reviendra, dans un laps de temps plus ou moins long.
- Mais on peut aussi adopter un autre point de vue qui part de l'idée que le communisme, phénomène inscrit dans la longue durée (à la limite, il n'est « né » ni en 1917 ni en 1848), n'existe que sous des formes particulières différentes selon les périodes. Au début du XXe siècle, entre le *Que faire ?* de Lénine (1902) et la mise en place du mouvement communiste, émerge une phase que l'on peut qualifier de « bolchevique », appuyée à la fois sur une conception de la révolution et sur une conception du parti. Au-delà des péripéties particulières, la crise actuelle du communisme indique que nous sommes arrivés à la fin de la phase « bolchevique » du communisme politique.

Si l'on suit la première réponse (la crise est un moment conjoncturel), il n'y a pas lieu d'introduire une nouvelle rupture dans l'histoire communiste : il faut procéder à des adaptations, mais pas à une révolution interne ; sur le fond, il suffit de « continuer », fût-ce en « améliorant », éventuellement en faisant le dos rond, en attendant des conjonctures plus favorables.

Mais si on choisit la seconde piste de réponse (nous sommes arrivés à la fin d'une période du communisme politique), on doit au contraire considérer que le temps est venu, comme au début du XXe siècle, de faire entrer le communisme politique dans une ère franchement nouvelle.

Si l'on suit la première piste, il suffit de répéter à l'identique les convictions fondamentales d'une prise de parti communiste (celle du marxisme « constituant » de Marx et d'Engels). Si l'on suit la seconde piste, il faut tout à la fois considérer que les affirmations fondatrices sont vraies et qu'il faut les reformuler de fond en comble : la manière dont on peut « dépasser » le capitalisme jusqu'à sa négation complète ; la manière dont se construit en pratique la négation du capital contemporain ; la pratique politique collective qui rend possible cette négation et les formes qui peuvent faire vivre le communisme politique dans la situation historique nouvelle.

Il me paraît impossible que ces enjeux ne soient pas énoncés. Chacun y répond comme il l'entend, mais au moins que les choses soient claires sur les considérants des choix fondamentaux à opérer.

2. Ne pas éluder le débat sur l'anticapitalisme

De la même manière, la question du capitalisme, en étant dispersée dans plusieurs textes, finit par être délayée.

Je comprends qu'il faille fuir les discussions scolastiques et s'attacher à décrypter le capitalisme moderne dans ses manifestations concrètes. Mais il n'est pas possible de contourner des questions plus globales et de s'en tenir à des formulations ambiguës, comme celle qui affirme que « si le capitalisme conditionne une politique nouvelle, il n'en est pas le préalable » (Texte « Nouveau mode de développement »). Il est bon d'écarter les tentations d'un anticapitalisme incantatoire qui renvoie toujours à plus tard, après la « prise du pouvoir », la solution des problèmes. Il n'en reste pas moins que la recherche de normes nouvelles de civilisation demeure une abstraction si elle se pense dans le seul cadre de la reproduction capitaliste.

Nous ne pouvons donc pas éluder la question de l'anticapitalisme et celle de

l'antilibéralisme.

D'un côté, nous trouvons un discours qui met au second plan les questions de fond du système dans lequel nous vivons. À l'échelle européenne, le « social-libéralisme » domine l'espace social-démocrate, sous des formes plus ou moins assumées. Les deux grands prétendants socialistes, Ségolène Royal et Bertrand Delanoë, se retrouvent dans la même posture « philo-libérale ». Comment ne pas être « libéral » puisque le libéralisme est le parti pris de la liberté ?

D'un autre côté, nous trouvons une remise en cause du parti pris « antilibéral » qui a nourri les combats de la gauche combative depuis une quinzaine d'années. L'antilibéralisme, entend-on dire, est une notion bien trop floue ; il faut retourner à la notion plus rigoureuse d'anticapitalisme. L'objectif fondamental n'est donc pas de rassembler les antilibéraux, mais de regrouper les anticapitalistes, de faire en sorte qu'ils deviennent « parti ». Cette affirmation est la base du projet de restructuration politique porté par Olivier Besancenot et ses camarades.

Nous ne pouvons pas rester muets dans ce débat fondamental.

1. Pourquoi la notion « d'antilibéralisme » a-t-elle émergé dans la dernière décennie ? Parce que l'espace des « décideurs » est occupé, depuis la fin des années 1980, par une idéologie qui fait de la fin de « l'État providence » et de la promotion de la « bonne gouvernance » le fil conducteur de toute gestion publique ou privée. Cette idéologie s'est voulue « néolibérale » ou « ultralibérale » ; elle a nourri, depuis près de trente ans, toutes les politiques de privatisation et de dérégulation conduites à l'échelle internationale. Contre ce « néolibéralisme » se sont peu à peu dressées les forces du mouvement « social » et du mouvement « alter ». Nées de la résistance au dogme libéral, ces forces se sont définies d'abord par ce qu'elles refusaient. Le terme approprié pour les désigner eût été « anti-néo-libéral » ou « anti-ultra-libéral » ; il était plus simple de retenir « antilibéral ». C'est contre le « libéralisme » des réformes sur les retraites ou de la casse des services publics que se dresse le mouvement social ; c'est contre le « libéralisme » avéré du Traité constitutionnel européen (la concurrence « libre et non faussée ») que la majorité de la gauche s'est affirmée en 05. Le refus de cet « ultralibéralisme » reste la base globale de regroupement la plus large : c'est à partir de ce refus que l'on alimente le combat contre la droite actuelle ; c'est au nom de ce refus que l'on critique la propension libérale du Parti socialiste et de la social-démocratie européenne. À trop jouer les distinguos entre le « bon » et le « mauvais » libéralisme, on entérine de fait la dominante du libéralisme de souche capitaliste sur l'ensemble des représentations sociales.

2. Faut-il substituer au rassemblement des « antilibéraux » celui des seuls « anticapitalistes » ? Non. Il existe dans l'espace sociopolitique des forces individuelles et collectives que l'on peut mobiliser dans la perspective d'une redistribution des forces à gauche. Elles émergent de l'expérience sociale, celle des luttes salariales comme celle des critiques « anti-système ». Il y en a dans l'espace politique, avec les segments de l'extrême gauche et du PCF. Il s'en trouve à l'intérieur d'une écologie politique qui, sur le fond, ne devrait pas séparer critique du capital et critique du productivisme. On les repère à l'intérieur d'une social-démocratie dont tous les membres ne sont pas prêts à accepter la dérive du blairisme et du recentrage. Or ces forces restent sans emprise politique globale si elles restent dispersées ; il faut chercher à les unir pour que, ensemble, elles acquièrent force politique et contestent dès maintenant le magistère de la social-démocratie sur la gauche française. Mais il serait désastreux de sous-estimer qu'il est des forces qui souhaitent davantage d'encadrement du marché, davantage de services public et moins de dérégulation, sans pour autant récuser la concurrence et la

logique du profit. Il y a donc des « antilibéraux » qui ne sont pas des anticapitalistes. Si nous disons, à tous ceux-là, que nous ne pouvons pas partager durablement avec eux les combats et les responsabilités politiques, si nous leur disons que nous ne pouvons pas constituer avec eux une force politique, nous laissons la main au bipartisme. Nous les laissons, pour l'essentiel, sous la coupe de la social-démocratie.

3. Cela implique-t-il qu'il n'y a désormais plus de raison de rassembler ceux qui, à l'intérieur de la gauche, considèrent qu'il n'y a pas de combat possible pour la justice et la liberté sans remise en cause du système même qui nourrit l'inégalité et l'aliénation ? En aucun cas. Mais je ne suis pas sûr que l'on gagne, pour y parvenir, à mettre en avant le thème de l'anticapitalisme. Que la critique radicale de la forme capital soit la seule position aujourd'hui juste et réaliste, voilà qui ne me paraît pas pouvoir être mis en doute. Qu'il ne faille pas déborder de l'idée que la lutte pour l'émancipation des personnes ne peut s'abstraire du combat contre le capitalisme est pour moi une évidence. Il n'en reste pas moins qu'il serait désastreux de mutiler la lutte contre le capital en la réduisant à sa dimension négative.

On ne peut pas définir le sens général de la lutte par la seule mise en avant de ce qu'elle veut nier. En procédant de cette manière, on risque en effet d'entériner sans le vouloir la reproduction indéfinie du capital. Un combat contre le capital qui se définit lui-même par cela seul qu'il récuse, et non par ce qu'il veut promouvoir, s'expose à n'être rien d'autre qu'un mouvement marginal de contestation d'un ordre social intangible. Le combat anticapitaliste n'a jamais été aussi fort, historiquement, que lorsqu'il se présentait comme un combat pour des objectifs sociaux et politiques alternatifs. La conscience des effets négatifs du capital nourrit la révolte ; seule la conscience que le capital n'est pas la fin de l'histoire nourrit l'alternative et l'esprit de révolution. Il est significatif que les moments où le capitalisme a été le plus vivement contraint a été celui où l'idée d'une alternative possible a été la plus forte – fût-ce par la médiation du mythe soviétique.

Ce qui importe, c'est de partir des exigences d'émancipation qui sourdent aujourd'hui du mouvement critique ; ce qui importe, c'est de partir de ces exigences pour montrer en quoi elles contredisent l'intégration dans le système ou l'accommodement à ses normes. Or, si cela est vrai, la base du rassemblement n'est pas la lutte contre le capital mais l'exigence de l'émancipation ; l'anticapitalisme n'est pas le préalable, mais le passage nécessaire. Au fond, l'anticapitalisme conséquent est celui qui met en avant les fins qui le légitiment ; l'anticapitalisme ne vaut et n'est efficace que s'il se définit comme tendu vers un « post-capitalisme ».

L'anticapitalisme : nécessaire, mais non suffisant...

4. Il serait important, dans ces conditions, de permettre aux communistes de clarifier leurs positions dans le vaste débat qui traverse la gauche française :

Le substrat d'expansion de la gauche doit être le mouvement critique dans son ensemble ; c'est le faisceau des luttes « contre » les conséquences de la logique financière capitaliste dominante. Dans ce moment, la dimension « anti » est prépondérante.

La base politique du rassemblement le plus large de la gauche est à la fois le refus des politiques de souche « libérale » et le désir de bâtir l'action publique sur le partage des richesses, la primauté des droits individuels et collectifs, la promotion des formes publiques, le contrôle de l'allocation des ressources, l'élargissement des procédures démocratiques. Ce rassemblement s'oppose aux gestions « ultralibérales » de la droite et s'écarte des choix de gestion suivis par le PS depuis plus de vingt-cinq ans. Ce rassemblement doit donc se définir, moins par ce qu'il nie, que par ce qu'il propose : une transformation

en profondeur, jusqu'à ses racines, de l'organisation sociale actuelle. Politiquement, un mouvement de gauche conséquent ne peut être principalement un mouvement « anti », mais un mouvement construit autour de la revendication positive d'une autre organisation de la vie sociale.

Dans ce rassemblement large, à vocation majoritaire, les héritiers des traditions les plus globales et les plus critiques peuvent conjuguer politiquement leurs efforts. Mais, là encore, ils doivent le faire en mettant en avant, non pas ce qu'ils récuse (la logique fondamentale du capital), mais ce qu'ils promeuvent, c'est-à-dire la mise en commun. Que les termes pour désigner cette visée posent problème (celui de « communisme » par exemple, qui me paraît pourtant toujours le plus approprié) est une chose ; que le travail sur cette visée et sur ses implications soit l'axe cardinal d'organisation en est une autre.

Rassembler les forces désireuses de transformation sociale ; rassembler les communistes : deux faces distinctes d'une même ambition. Confondre les deux faces est un piège ; ignorer leur lien est une impasse.

3. Le projet : de quoi ? de qui ?

Depuis bientôt une dizaine d'années, on consacre de longues discussions de congrès à la question du projet. Chaque fois, ces discussions débouchent sur le constat d'un échec. Chaque fois, on recommence, dans la certitude que cette fois sera la bonne. En 08, on rebelote ; au vu du texte consacré au projet, je peux sans trop de risque affirmer que nous pouvons nous préparer à reprendre l'ouvrage à la prochaine échéance. Qu'est-ce qui n'allait pas et qui ne va toujours pas dans la nouvelle esquisse ?

Tout d'abord, on n'en sait pas vraiment davantage sur ce que c'est qu'un projet. On part de l'affirmation que la droite en a un, mais on ne sait pas lequel, en dehors des « réformes structurelles de la société » qu'elle met en œuvre. Le projet de la droite, c'est donc la somme des réformes qu'elle entreprend ? Quelle est la différence, dans ce cas, entre un projet et une politique ? entre un projet et des pratiques concrètes de gouvernement ?

Ailleurs, on nous explique que les élections locales se sont menées sur des « projets » : en sous-entendu, il faut sans doute comprendre que la victoire ou la défaite s'expliquent par la qualité des « projets ». Mais, là encore, on ne sait pas grand-chose de ces « projets » que nous avons opposés à la droite locale.

On parle « des grands traits d'un projet d'avenir ». Qu'entend-on par là ? Quelques mesures emblématiques qui, par leur importance, suffiraient à faire signe auprès de millions de gens pour leur donner à voir ce que feraient les communistes s'ils étaient au pouvoir ? Entendons-nous plutôt qu'il s'agit d'un ensemble plus ou moins large de propositions, choisies dans des domaines différents et dont la collection donne à voir la cohérence qu'aurait une œuvre réformatrice conduite par les communistes ou menée avec leur concours ? Dans les deux cas, on remarquera que l'on reste plus ou moins dans le domaine de l'action gouvernementale : mais quelle est alors la différence entre le projet et le programme ?

Et si le projet c'était autre chose. Si, plutôt que la mesure particulière ou le catalogue de mesures particulières (le programme), le projet était ce qui donne sens à chaque mesure, voire donne sens au programme. Si le projet était, au-delà, ce qui donne aux luttes le statut d'un mouvement organisé, non pas en faveur de l'intérêt particulier d'un groupe, mais en faveur des besoins de développement de toute une société. Mais, dans ce cas, comment se construit « du » projet (c'est-à-dire une méthode collective pour produire du sens) et non pas comment s'écrit « un » projet (c'est-à-dire des propositions rédigées par un groupe et soumises au verdict de l'opinion) ? Et si « le projet » désigne

une méthode générale davantage que des propositions particulières, quel rapport entre le texte sur le projet et celui sur le « nouveau modèle de développement », et entre ledit texte et celui sur les rassemblements (en principe, ces rassemblements sont à la fois producteurs de luttes, producteurs de propositions et producteurs de projet) ?

Projet, sans doute... Mais le projet de qui ? Est-ce que l'on entend par là une manière spécifique dont les communistes conçoivent la transformation sociale : mais dans ce cas-là, il faut dire clairement que les communistes envisagent de réfléchir à leur contribution à une réflexion de toute la gauche, pour que celle-ci redéfinisse de façon moderne ce qu'est une transformation sociale porteuse de rupture avec l'ordre établi. Et cette contribution, à quoi elle sert ? À convaincre « les autres » que « nos » propositions sont les seules possibles ? À rassembler autour du parti communiste celles et ceux qui n'en sont pas membres ?

Difficile, aujourd'hui, d'afficher une telle ambition. Il y a donc un problème de taille. Dans la méthode proposée, on postule qu'il y a une succession temporelle nécessaire : on définit au préalable la proposition communiste et, ensuite seulement, on confronte cette proposition à une élaboration collective d'un sujet dont on ne sait pas très bien, dans le texte, quels en sont les contours. Or cette succession dans le temps est grosse d'ambiguïtés redoutables. Car si la conception communiste est délimitée au préalable, on peut difficilement éviter l'impression que le but des communistes est seulement de rallier les autres composantes au projet qu'il a antérieurement élaboré. Et si le dit projet communiste est élaboré en ouvrant la réflexion à celles et ceux que l'on invite à discuter avec nous, comment faire la différence entre le projet co-élaboré par toutes les forces transformatrices et l'esquisse de projet élaboré par les seuls communistes ?

En bref, le texte sur le projet est d'un tel flou sur le fond qu'il ne peut en aucune manière contribuer à l'essor d'une activité communiste bien identifiée. Ou bien il est la répétition à petite échelle de ce que le PCF a fait autrefois : en 1971, n'avions-nous pas rédigé un programme (« Changer de cap ») qui était la mise par écrit de ce que les communistes entendaient par programme commun ? Ou bien il est la matérialisation de l'idée que le PCF est le maître d'œuvre d'une cohérence qu'il élabore dans un premier temps et qu'il soumet ensuite à la population et aux autres composantes éventuelles d'un vaste rassemblement politique.

La seule position cohérente serait à mes yeux celle-ci : le Parti communiste français décide sans tarder d'engager, avec toutes les forces et les individus qui le souhaitent, un vaste travail pour définir l'ossature et les principales orientations d'un projet ayant pour fil conducteur la transformation profonde de la société, et donc la rupture avec les logiques aujourd'hui dominantes. Projet qui, bien sûr, implique de contredire radicalement les choix de société réalisés par la droite et le patronat français et qui s'écarte, non moins résolument, des grandes options adaptatrices ayant guidé la gauche depuis plus de vingt-cinq ans. Dans le cadre de ce processus, les communistes s'engagent, dans les meilleures conditions possibles, dans un esprit de partage et non de domination, à apporter leur contribution spécifique à l'œuvre commune. Pour cela, ils s'attachent à produire, en toute transparence et au fur et à mesure de leur élaboration, des suggestions, des pistes, des idées générales et des propositions concrètes.

4. Une stratégie cohérente et non des alliances à la carte

Tout cela implique que l'on soit clair sur les ambitions politiques que l'on s'assigne. Les textes abordant cette question restent quasiment muets sur la situation politique réelle. Dans la dernière période, quelques voix se sont élevées dans le parti pour mettre en doute le danger d'une évolution vers le bipartisme. On sait que le bipartisme n'est pas jusqu'à ce jour conforme à une tradition française ancrée dans le mouvement

démocratique révolutionnaire fondateur. La vie politique est historiquement construite de façon bipolaire, mais sans bipartisme. La gauche et la droite s'affrontent mais, à l'intérieur de chaque famille politique, c'est le pluralisme organisationnel qui domine. Jusqu'alors, aucune tentative de simplification n'a réussi : de Gaulle n'y est pas parvenu à son apogée des années soixante ; Mitterrand n'a pas plus réussi dans la seconde moitié des années 1980.

L'enjeu de ce pluralisme est fondamental à gauche, car pluralisme à gauche ne signifie pas nécessairement éparpillement. Tout d'abord on sait que, si la gauche est « plurielle » depuis toujours, elle est elle-même polarisée entre le pôle de l'adaptation et le pôle de la rupture/dépassement. Le bipartisme est une manière de rompre définitivement avec cette polarité interne à la gauche, en soumettant définitivement le pôle de la rupture à l'hégémonie du pôle d'adaptation.

Il n'y a aucune fatalité à l'installation définitive du bipartisme : les forces ne manquent pas, à droite comme à gauche, pour vouloir le contester. Le problème est que, depuis quelque temps, ces forces ne tiennent pas le haut du pavé. Ne nous y trompons pas : la France a peu de chance (mais pas aucune chance) de connaître un système bipartite à l'américaine. Mais quelle est l'évolution actuelle à gauche ? Celle d'un système complètement déséquilibré : d'un côté, un très fort pôle d'adaptation autour d'un PS recentré par la nécessité de conquérir des majorités de gouvernement, dans un système politique fonctionnant à l'abstention massive et à la volatilité électorale ; de l'autre côté un pôle contestataire, très critique mais très minoritaire, qui aiguillonne mais qui ne change pas l'équilibre fondamental. Royal/Delanoë d'un côté, Besancenot de l'autre. Cette situation est pour l'instant bien installée. Quoique l'on pense des résultats des élections récentes (la direction s'en réjouit bruyamment ; d'autres, dont je suis, ne les trouvent pas terribles...), elles n'ont pas amélioré le tableau sur ce plan, c'est le moins que l'on puisse dire. Le PCF a moins reculé qu'à d'autres consultations ; mais l'écart avec le PS s'est creusé.

Comment des documents préparatoires à un congrès peuvent-ils omettre de faire réfléchir ouvertement sur cette réalité ? Et comment peuvent-ils se dispenser de poser aux communistes la question : y a-t-il une place intéressante pour le communisme politique dans une telle structuration politique ? Pour ce qui me concerne, je considère que la situation actuelle ne nous laisse le choix qu'entre deux options : ou bien nous mettre, au nom du réalisme et de l'efficacité à gauche, dans la remorque du PS pour ramasser ses miettes ; ou bien nous enfermer dans une posture contestataire et « ramer » derrière le parti de Besancenot. Comme nous ne voudrions sûrement pas de la seconde option, qu'on le veuille ou non, que cela soit voulu ou non, c'est vers la première que nous irons de fait.

Je persiste à dire que je n'ai pas adhéré à un parti rabaisé à un tel niveau d'ambition. Je persiste à affirmer que rien n'est plus important que de desserrer la tenaille qui nous enferme et de rompre le mécanisme infernal du bipartisme. Je continue de crier que, seuls, nous sommes hors d'état de le faire.

Choisir une stratégie politique ne signifie pas que, mécaniquement, tous les rassemblements se construisent selon le modèle politique fondamental. Il est des sujets pour lesquels on se retrouve aux côtés de certains et pas aux côtés d'autres. Mais, sur le fond, il n'y a pas de stratégie à la carte possible. **L'objectif fondamental est bien que la gauche – toute la gauche – puisse, le plus vite possible, se rassembler autour de perspectives ouvertement transformatrices. Il ne s'agit donc pas de se fixer l'objectif de rassembler seulement les forces critiques les plus déterminées (la « gauche de la gauche » ou les « anticapitalistes »). Mais la capacité à ramener la majorité de la gauche vers une transformation sociale assumée ne se fera pas sans médiation. Or je ne vois pas d'autre médiation possible que d'appeler à se rassembler toutes celles et ceux qui ne veulent**

pas de « l'adaptation », qui savent les effets du « social-libéralisme ». Quel que soit le point d'ancrage partisan (de la gauche socialiste à l'extrême gauche), quelle que soit la tradition critique (celle du « mouvement ouvrier » ou d'autres cultures critiques, celle du communisme comme celle de l'écologie politique), quelles que soient les pratiques critiques (partisanes, syndicales ou associatives), toutes les forces critiques ont l'impérieuse obligation de converger pour « faire force politique ». Faire force ne signifie pas fusionner ; mais cela écarte le simple cheminement côte-à-côte. Il faut du partage, de la construction commune, de la délibération commune. Que les sensibilités différentes conservent leur spécificité et la fassent vivre en tant que telle me paraît une nécessité (elle se discute, mais je plaide pour cette distinction et donc pour le maintien d'un collectif communiste en tant que tel). Mais cette affirmation de la spécificité ne doit être ni un absolu ni un préalable : elle est indissociable de la mise en commun.

Rien dans les textes n'appelle à cette mise en commun. C'est une carence grave. Cela laisse la tenaille se refermer lentement sur nous. Cela fait le jeu des forces dominantes. Cela contredit absolument le parti pris communiste. Un petit parti communiste de la marge, replié sur son appareil et ses élus : cela n'est pas conforme à la tradition française du communisme politique ; cela n'est pas bon pour la gauche.

5. Le texte sur le parti contient le risque d'une régression

Je n'irai pas par quatre chemins : le texte sur le parti communiste ne pose aucun des grands enjeux du débat communiste ; il n'appelle à rien d'autre qu'à un retour à l'ordre. Pour ma part, j'ai toujours dit et écrit que je me définissais, irréductiblement, comme communiste parce que je faisais miennes ce que j'ai toujours tenu pour les quatre affirmations fondamentales de Marx :

- Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire mais la forme la plus élaborée des sociétés de classe fonctionnant sur les registres de l'exploitation et de l'aliénation. Qui veut obtenir la justice et la liberté (c'est le cœur des déterminations de gauche) doit donc se placer dans la perspective d'un au-delà du capitalisme, dans un non-capitalisme, dans une perspective de mise en commun (le communisme) et non d'appropriation par quelques uns.
- La construction d'un monde post-capitaliste passe, non par une adaptation au système dominant, mais par son dépassement-abolition et donc par une « révolution ». Sans doute considère-t-on au XIXe siècle que cette révolution sera presque inévitablement violente, mais l'essentiel est moins la forme du processus que le contenu de rupture qu'il est censé accomplir.
- Il ne peut y avoir de dépassement et de révolution sans leviers pour les rendre possibles dans la pratique. Il convient donc, à chaque moment, de définir les forces sociales qui servent de point d'appui (en 1848, le prolétariat ouvrier), la critique sociale concrète par laquelle elles agissent (la « lutte des classes ») et les formes collectives qui font de la classe un sujet historique et non pas une simple catégorie sociologique (au XIXe et au XXe siècles, le mouvement ouvrier).
- Le communisme ne peut pas être un « mouvement réel » s'il ne s'inscrit pas en action collective. Pas de communisme et pas de communistes sans « parti communiste ». Ce collectif de communistes peut prendre des formes extrêmement variables ; l'essentiel est que les « communistes » se constituent en collectif assumé, fût-ce à l'intérieur de structures qui ne se définissent pas expressément comme communistes.

Je considère donc qu'il ne peut y avoir de communisme sans collectif de communistes assumant ensemble leur parti pris dans la société. Mais je ne peux pas admettre la confusion savamment établie entre « communisme », « parti communiste », « parti communiste français ». Cet amalgame simplifie l'histoire à outrance et nous enferme dans un immobilisme meurtrier.

La forme prise par ce collectif n'a pas été toujours la même. Quand Marx et Engels évoquent le « parti communiste » de leur *Manifeste*, ils n'ont pas en tête les partis communistes concrets auxquels nous nous sommes habitués au XXe siècle. Quand ils écrivent, les partis politiques n'existent même pas. Au moment où se met en place la première forme organisée de communisme politique, la Première Internationale, elle a plus la forme d'un réseau d'associations diverses, partisans ou non (syndicats, associations diverses) que celle d'un parti politique proprement dit. Au XXe siècle, nous nous sommes accoutumés à une forme très centralisée et hiérarchique de PC, sur le modèle de fonctionnement de l'État. Cette forme était cohérente avec la fonction qui était alors assignée au parti : constituer une avant-garde « savante » (capable de décrypter les contradictions de la réalité), en mesure de donner au peuple la « conscience révolutionnaire » qui lui manque et capable de le guider vers une prise de pouvoir dont on subodore qu'elle sera violente, compte tenu de la résistance des classes dirigeantes.

Si la conception de la révolution (non pas sa nécessité mais ses formes) a changé du tout au tout, comment la conception même du parti communiste pourrait-elle s'inscrire dans la seule continuité ? Si l'on ne peut plus « faire la révolution » dans les formes que l'on s'était si longtemps imaginées, comment ne pas envisager une rupture dans l'histoire du communisme au moins aussi profonde que celle qui s'est accomplie autour du grand exemple russe, autour de la Première Guerre mondiale ?

Et si l'on adopte cette démarche, alors les communistes contemporains ne peuvent pas éviter une double question. La première touche au fond de la définition même du communisme politique ; autour de quel projet, de quelle culture politique, de quelles pratiques, de quelles structures collectives construire de la dynamique politique proprement communiste ? Mais il vient aussitôt une seconde question. Ce qui a fait la force du communisme politique en France a tenu à ce que, entre le milieu des années trente et la Libération, il est parvenu à occuper une place centrale à l'intérieur du mouvement démocratique français ; en une décennie, il est passé d'un espace électoral national de 9% environ à une influence tournant, comme on l'a vu, autour de -25% de l'électorat ; de 1945 à 1978, le PCF est la première force à gauche et de loin. Pendant toute une période, la reconnaissance de la place du PCF était une manière de se situer franchement à gauche sur l'échiquier politique français. On choisissait le PCF parce que l'on s'y reconnaissait socialement (l'expression par excellence de la condition ouvrière) et parce que l'on y voyait le parti le plus à gauche et le mieux à même de rassembler la gauche.

Cette situation n'est plus du tout celle que nous connaissons : la vocation à rassembler majoritairement a été transférée sur le PS ; la position reconnue la plus à gauche a été transférée sur ce que l'on appelle couramment « l'extrême gauche ». En gros, l'influence communiste a été à ce point rognée sur sa gauche et sur sa droite qu'elle s'est marginalisée électoralement, à un point qui n'avait jamais été atteint, même aux périodes de plus grand sectarisme de l'avant-guerre. De ce fait, les communistes sont confrontés à un dilemme redoutable, qui mérite examen attentif et qui ne peut pas faire l'objet d'une réponse a priori. **Comment faire en sorte que le collectif communiste puisse exister et qu'il puisse marquer de son empreinte l'espace de la transformation sociale ? Que faut-il choisir ? Faut-il que le collectif communiste se constitue en parti communiste séparé, et dans ce cas sous quelle forme et autour de quelle conception de l'action politique ? Peut-on au**

contraire envisager que le collectif communiste se fonde à l'intérieur d'un espace transformateur plus vaste, un peu à l'image de ce qui se fait en Allemagne ou dans les pays nordiques et, dans ce cas, à l'intérieur de quel type de force politique, dans quelle configuration d'alliances, autour de quel projet transformateur ?

Voilà des questions dont je ne comprends pas qu'elles ne soient pas seulement posées. Que l'on puisse y donner des réponses différentes est un fait. Qu'il faille à un moment ou à un autre choisir, cela me semble une évidence. Mais, sur des points aussi cruciaux, on ne peut choisir que sur la base d'un examen complet, public, vérifié et expérimenté, des enjeux et des options possibles. Non pas pour faire son marché des options, non pas pour suivre le dernier qui parle ou le plus « légitime », mais pour examiner sereinement les atouts et les risques inhérents à chaque choix.

Ce n'est absolument pas ce que propose le texte sur le parti. Quel est son parti pris sous-jacent ? En fait, il a « une » explication de nos difficultés des dernières années : nous avons été un parti « cacophonique ». Ah, si nous avions fait comme autrefois ! Si nous avions parlé d'une seule voix, si les dissidences s'étaient tues ou s'étaient écartées, quels magnifiques résultats nous aurions obtenus ! La responsabilité du déclin incomberait donc, non pas aux choix retenus au fil des ans, mais à celles et ceux qui, à l'occasion, ont dit hautement que ces choix conduisaient les communistes dans le mur. À plusieurs reprises, des voix se sont élevées pour mettre en garde. Et aujourd'hui, on nous explique que, peut-être, il aurait mieux valu que ces voix se taisent ! On change, mais tout reste comme avant...

Il faut sans tarder corriger le tir. Ou alors, nous allons bientôt faire comme tout le monde, en pire. Que de fois n'avons-nous pas entendu, dans toutes les familles politiques au lendemain de défaites électorales, que la politique était bonne mais que la communication n'était pas passée. Certains, très haut placés, expliquent que leur malheur vient de l'AFP ; allons-nous, dans le PCF, recommencer à dire que si l'image est mauvaise, c'est parce que des « méchants » se sont acharnés à la corrompre de l'intérieur ?

Ne nous laissons pas aller à ces vieilles impulsions néfastes. Si l'on résumait à l'extrême les deux textes sur le rassemblement et le parti, on pourrait bien n'en retenir que deux termes : il ne faut pas se poser de façon globale la question du rassemblement ; la clé des succès futurs est dans un parti parlant d'une seule voix, agissant autour d'une direction resserrée. Il serait désastreux de s'en tenir à une réflexion refermée avant même que l'inventaire des problèmes posés ne soit achevé.

Mieux vaudrait redire que les communistes ouvrent une réflexion fondamentale sur leur avenir et sur celui d'un mouvement à vocation majoritaire pour la transformation sociale. Cette réflexion se mène d'ores et déjà autour de trois grandes questions :

Comment faire en sorte qu'émerge un projet populaire et moderne, anticapitaliste par nécessité, émancipateur par visée ? Comment faire en sorte que la formalisation de ce projet, à partir de la réalité et des luttes, permette le métissage de toutes les forces et traditions critiques existantes ?

Comment faire en sorte que les forces critiques surmontent leur séparation et « fassent force politique » ? Comment parvenir à ce que, sans disparaître, elles cessent de se penser d'abord séparément pour, ensuite seulement, se poser la question de leur réunion ?

Comment, sur cette base et sur elle seule, penser le collectif des communistes, sans renier une histoire longue et riche, sans s'enfermer dans les cadres existants ? Quelles conséquences en tirer sur la structuration du mouvement critique et sur celle des « communistes » proprement dits ?

Quand le débat et l'expérimentation auront suffisamment mûri, sur la base d'un débat

enfin clairement énoncé, des choix seront faits, et à ce moment-là seulement.

6. Ne refermons pas le couvercle

Sur chacune de ces questions, des points de vue existent, des cohérences se dessinent. En dresser scrupuleusement le bilan est un préalable. L'ampleur des questions et l'épaisseur des contradictions est telle que nous risquons de ne pas être en état de répondre complètement en décembre. C'est dommage ? Sans doute, mais la tenaille qui enserme le mouvement politique transformateur est redoutable. Plus vite s'affirmera la dynamique collective pour s'en sortir et mieux cela vaudra pour la gauche et le mouvement populaire. Mais gardons-nous surtout de penser que la réponse viendra d'un mouvement de succession : les forces critiques s'interrogent séparément sur leurs ambitions, puis confrontent entre elles leurs réflexions. Là est la source d'une perte de temps irréparable. Menons plutôt, ensemble, une démarche concertée, qui permette à chaque force de converger avec toutes les autres et de réfléchir sur elle-même. Usons des conjonctures politiques réelles (luttés et élections) pour mener ce double travail d'introspection.

Les initiatives ne manquent pas pour dire l'urgence d'une construction collective, dans laquelle tous les individus et toutes les forces qui le souhaitent contribuent à l'émergence d'une gauche digne de ce nom. L'appel lancé par *Politis* en est une parmi d'autres. Il faut se saisir de ces initiatives pour les faire vivre sans attendre, pour qu'elles ne soient pas des cris sans effet. Des communistes, membres du PCF, se sont dès maintenant engagés dans des tentatives de rassemblement, non pas d'une petite partie de la gauche, mais de toutes les forces critiques disponibles, pour que toute la gauche retrouve le chemin de la transformation sociale. Que le mouvement s'amplifie serait un signal heureux, une chance pour le débat communiste. Il donnerait à la réflexion proprement communiste un matériau passionnant, permettant de se sortir du dilemme de l'isolement ou du renoncement.

Pour aller de l'avant, il serait bon que la direction communiste donne le signe de son esprit d'ouverture. Aller trop vite vers des décisions de portée « identitaire », et le faire sur les bases politiques énoncées par certains des textes produits, seraient des manières de dire que les communistes se résignent à leur marginalité politique. Or le communisme politique, en France, pourrait avoir bien d'autres ambitions.